



XV^e SOMMET LÉGISLATIF DE L'AGRICULTURE

Fiche synthèse

ACTIVITÉ	<ul style="list-style-type: none">- Activité de la Délégation de l'Assemblée nationale du Québec pour les relations avec les États-Unis (DANREU)- Denver (Colorado)- 8 au 10 janvier 2016
PARTICIPANTS	<ul style="list-style-type: none">- M. Stéphane Billette, whip en chef du gouvernement;- M^{me} Sylvie D'Amours, députée de Mirabel.
CONTEXTE	<ul style="list-style-type: none">- Créé en 2003, le Sommet législatif de l'agriculture est un forum qui regroupe principalement les présidents des commissions de l'agriculture des Congrès des États américains et des provinces canadiennes ainsi que les parlementaires intéressés par les questions rurales et agricoles.- Parrainé à l'origine par le <i>Council of State Governments</i> (CSG) et la <i>National Conference of State Legislatures</i> (NCSL), le Sommet législatif de l'agriculture est devenu, en janvier 2006, une organisation à but non lucratif distincte. Son secrétariat est situé à Lexington, au Kentucky.- Sa principale mission est de faire connaître les enjeux et les plus récents développements en matière agricole aux parlementaires du Canada et des États-Unis.- Au fil des années, ce sommet est devenu une activité incontournable du monde agricole et rural aux États-Unis et au Canada.
THÈMES	<ul style="list-style-type: none">- <i>How can legislators respond to emerging consumer issues?</i>- <i>Farmland taxation</i>- <i>Emerging Threats; "by Failing to Prepare, We are Preparing to Fail"</i>- <i>Opportunities and Challenges of an "All of the Above"</i>- <i>Energy Policy</i>- <i>Enhancing Trade and International Marketing, TPP and Trade Restrictions</i>- <i>State Responses to Water Scarcity</i>- <i>Growing the Winery, Cider and Brewery Industries</i>- <i>What Limits Rural Growth and How to Address It</i>- <i>Legalizing Marijuana and Hemp, Impacts and Issues</i>- <i>Animal Agriculture Challenges</i>

THÈMES (SUITE)

- *On the edge of rural: Forestry and Aquaculture and Value Added Products?*
- *Federal Issues.*

OBJECTIFS ET ENJEUX

- Poursuivre le développement d'un réseau de contacts auprès de décideurs provenant de toutes les régions des États-Unis et de la capitale américaine.
- Défendre et promouvoir les intérêts du Québec en matière d'agriculture.
- Mieux connaître les politiques agricoles en vigueur aux États-Unis et les tendances pour les prochaines années.
- Échanger avec les législateurs américains et les spécialistes de la question afin de mieux appréhender les grands débats ayant cours aux États-Unis et au Québec, notamment le Partenariat transpacifique et ses impacts sur l'industrie agricole et l'éventuelle légalisation de la marijuana et ses retombées législatives, sociales et économiques.

COMMENTAIRES/CONCLUSIONS

- Les parlementaires ont pris connaissances des grands enjeux agricoles et ruraux aux États-Unis, notamment la protection de l'environnement, la forte poussée de la valeur des entreprises agricoles américaines et l'émergence de l'industrie brassicole et vinicole, tous des sujets faisant également l'objet de débats ou de grandes tendances au Québec.
- En cette année électorale aux États-Unis, les députés québécois ont pu prendre la mesure de la situation politique aux États-Unis, notamment dans les secteurs liés à l'agriculture et au développement rural.
- Alors que le débat sur la légalisation de la marijuana a cours au Canada, la délégation québécoise a pu s'informer sur la question dans un État où cette légalisation a eu lieu il y a quelques années. Ils ont également pu échanger sur les conséquences et les enjeux de cette légalisation pour les parlementaires et les forces de l'ordre des États fédérés américains.
- Les membres de la délégation québécoise ont eu l'occasion d'élargir leur réseau de contacts auprès des législateurs américains directement engagés dans les débats liés à l'agriculture et au développement rural.

COÛT¹

- Per diem et autres frais	634,90 \$
- Transport	2 821,11 \$
Total	3 456,01 \$

¹ Les coûts liés à l'hébergement des membres de la délégation québécoise ont été assumés par l'organisation du Sommet législatif de l'agriculture.